



**HAL**  
open science

## Thaïlande : La tentation réactionnaire

Arnaud Dubus, Bruno Jetin

► **To cite this version:**

Arnaud Dubus, Bruno Jetin. Thaïlande : La tentation réactionnaire. A. Pesses. L'Asie du Sud-Est 2015, Les Indes savantes-IRASEC, p 273-292, 2015. <halshs-02020055>

**HAL Id: halshs-02020055**

**<https://shs.hal.science/halshs-02020055v1>**

Submitted on 15 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

**Citation : A. Dubus, B. Jetin (2015). "Thaïlande : La tentation réactionnaire". In, A. Pesses (éditeur), *L'Asie du Sud-Est 2015, Les Indes savantes-IRASEC, Paris et Bangkok*, p 273-292**

## **Thaïlande : la tentation réactionnaire**

**Arnaud Dubus et Bruno Jetin**

L'année 2014 a marqué une étape décisive dans la longue crise de transition sociopolitique que connaît la Thaïlande depuis 2005-2006. À une période de relatif accommodement entre le gouvernement de Yingluck Shinawatra, élu en juillet 2011 par les Chemises rouges (partisans de son frère l'ancien Premier ministre Thaksin), et les forces de l'establishment traditionnel centrées autour des militaires, a succédé une période d'hostilité ouverte, déclenchée par une série de maladroites du gouvernement Yingluck<sup>1</sup>. D'importantes manifestations réclamant le départ du gouvernement ont réussi à créer un chaos suffisant pour permettre aux militaires de justifier un coup d'État le 22 mai 2014. Dans les mois qui ont suivi le putsch, la concentration extrême du pouvoir entre les mains des militaires a montré que l'armée comptait cette fois-ci diriger directement le pays et peser sur la réforme du système politique, tout en laissant dans le flou le calendrier pour un retour à une démocratie électorale. Dans l'immédiat, la prise du pouvoir par l'armée a remis en mouvement une économie quasi-paralysée depuis la fin 2013, mais qui reste pénalisée par les conséquences de la gestion dépensière du gouvernement renversé et par l'impact sur l'image internationale du royaume dû notamment au maintien de la loi martiale.

### **1. La marche vers le coup d'État**

L'une des questions concernant la période de sept mois entre le début des manifestations antigouvernementales fin octobre 2013 et le coup d'État du 22 mai 2014 est le degré de coordination entre les partisans du statu quo sur ce qui a pu apparaître comme une campagne orchestrée pour détruire le pouvoir politique. Le meneur des manifestations, l'ancien député du Parti démocrate (dans l'opposition depuis 2011) Suthep Thaugsuban, en a peut-être donné une indication lorsqu'il a déclaré lors d'une réunion publique, peu après le putsch, qu'il s'était concerté « sur Skype » de manière très régulière avec le chef de l'armée de terre, le général Prayuth Chan-ocha, sur la manière de renverser le gouvernement Yingluck (Prayuth a immédiatement rejeté cette affirmation)<sup>2</sup>.

Quoi qu'il en soit, force est de constater que les divers acteurs de l'establishment conservateur – manifestants du Conseil de réforme démocratique et populaire (PDRC – People's Democratic Reform Committee), militaires, juges, agences dites indépendantes créées par la Constitution de 2007 – ont agi de manière persistante dans le même sens,

---

<sup>1</sup> Pour une analyse détaillée des deux premières années du gouvernement de Yingluck Shinawatra, voir Arnaud Dubus et Bruno Jetin 2014, « Thaïlande, vers le point de rupture ? », in Jérémy Jammes et François Robinne (dir.), *L'Asie du Sud-Est 2014*, Paris-Bangkok, Irasec/Les Indes savantes. Pour une analyse du contexte politique qui précède l'élection de Yingluck, voir Arnaud Dubus et Bruno Jetin, « Thaïlande, l'abcès gonfle », In Jérémy Jammes (dir.), *L'Asie du Sud-Est 2013*, Paris-Bangkok, Irasec/Les Indes savantes.

<sup>2</sup> « Junta denies its chief having hold private talks with Suthep », *The Nation*, 23 juin 2014.

affaiblissant progressivement un gouvernement acculé par des manifestations massives et dont le seul allié semble avoir été la police<sup>3</sup>.

Les élections générales du 2 février 2014, provoquées par la dissolution du Parlement par la Première ministre Yingluck, le 7 décembre 2013, pour tenter de mettre un terme aux manifestations, ont été fortement perturbées par les manifestants antigouvernementaux et ont également pâti du peu d'entrain de la Commission électorale à les organiser de manière ferme et efficace. Le blocage des bureaux de vote par les manifestants antigouvernementaux et la rétention des urnes et des bulletins ont empêché entre quatre et huit millions de personnes de voter sur l'ensemble du territoire<sup>4</sup>.

Le 22 février 2014, un tribunal civil reprenant une décision antérieure de la Cour constitutionnelle a interdit au gouvernement « d'utiliser la force pour disperser les manifestants », car « ceux-ci ne font qu'utiliser leur droit de se rassembler pacifiquement<sup>5</sup> ». Le 21 mars 2014, la Cour constitutionnelle a annulé les élections, une décision qui a ravi les manifestants antigouvernementaux. Un autre scrutin est alors planifié pour le mois de juillet de la même année, mais la Commission électorale manifeste le même manque de volonté pour l'organiser. Réticence compréhensible : les six scrutins organisés depuis 2001 ont tous été remportés par des partis pro-Thaksin – et l'establishment militaro-bureaucratique veut éviter une nouvelle consécration électorale de ses ennemis politiques. Le principal parti d'opposition, le Parti démocrate, n'a pas remporté de façon convaincante d'élections depuis plus de vingt ans.

Dès janvier 2014, la Commission anti-corruption avait lancé une enquête pour vérifier les accusations de « négligence dans l'exercice de ses fonctions » lancées par l'opposition à l'encontre de la Première ministre Yingluck en liaison avec un programme de subvention à la culture du riz qui s'est avéré désastreux<sup>6</sup>. L'enthousiasme de la Commission à poursuivre Yingluck – alors même que le dossier semblait fragile comme l'a indiqué son rejet par le bureau du procureur général le 4 septembre 2014 – a fortement contrasté avec son immobilisme sur d'autres dossiers de corruption concernant l'armée ou le Parti démocrate. Enfin, le 7 mai 2014 la Cour constitutionnelle destituait Yingluck ainsi que neuf de ses ministres pour la mutation « illégale » d'un haut fonctionnaire. Cette série de décisions allant dans la même direction a conduit à décrédibiliser ces tribunaux, particulièrement la Cour constitutionnelle, et ces agences dites « indépendantes », censées exercer la justice en fonction du droit et non d'objectifs politiques.

Malgré la destitution de Yingluck, le gouvernement, dont la direction a été reprise par le vice-Premier ministre, Niwatthamrong Bunsongphaisan, a pu se maintenir jusqu'à la fin mai 2014.

## 2. La loi martiale et la prise du pouvoir

<sup>3</sup> David Streckfuss, « Thailand's 'polite coup' should put itself on the right side of history », *Asian Nikkei Review*, 13 juin 2014.

<sup>4</sup> Asian Network for Free Elections Fondation (ANFREL), 3 février 2014, *Briefing on the Thai election of 2<sup>nd</sup> February 2014*, Bangkok, 5 p.

<sup>5</sup> Michael Nelson, « Protesters in Thailand try a civilian coup d'État », *E-International relations*, 4 mars 2014, (<http://www.e-ir.info/2014/03/04/protesters-in-thailand-try-a-civilian-coup-detat/>).

<sup>6</sup> Selon les calculs de Nipon Poapongsakorn de l'Institut thaïlandais de recherche et de développement, les pertes dues au programme de subventions pour le riz s'élevaient à 17 milliards d'euros entre janvier 2012 et avril 2014.

Le 20 mai 2014, trois jours après qu'une attaque à la bombe contre les manifestants antigouvernementaux regroupés près du Monument de la démocratie eut causé la mort de trois personnes, les militaires décrètent la loi martiale sur l'ensemble du pays pour « protéger la vie et les biens des Thaïlandais ». Le fait que l'instauration de cette loi d'exception ait été faite sans consultation du gouvernement atteste de l'extrême affaiblissement de celui-ci. Des négociations furent alors organisées sous l'égide du chef de l'armée, le général Prayuth Chan-ocha, entre les différentes parties du conflit – membres du gouvernement, leaders des manifestations antigouvernementales, dirigeant du mouvement pro-Thaksin des Chemises rouges. Après deux sessions de pourparlers les 20 et 21 mai, l'armée saisit brutalement le pouvoir, après que le gouvernement eut refusé de s'auto-destituer<sup>7</sup>. Sur quoi portaient exactement ces négociations ? Il semble que le seul but ait été de pousser le gouvernement à la démission, de manière à pouvoir mettre en œuvre le chantier de réformes politiques et sociales réclamées par les partisans du Conseil de réforme démocratique et populaire (PDRC), le mouvement qui regroupait les manifestants antigouvernementaux. Le coup d'État fut immédiatement condamné par des universitaires thaïlandais. « En tournant sa force contre la population, l'armée a trahi la confiance du peuple, lequel l'avait équipée avec des armes pour défendre la nation », écrivent dans une déclaration le soir même plusieurs dizaines d'universitaires<sup>8</sup>.

Contrairement à ce qui s'est passé lors du coup d'État du 19 septembre 2006, des manifestations, d'ampleur limitée mais nombreuses, éclatèrent de manière sporadique dans la capitale pour dénoncer le putsch. L'armée réagit en déployant massivement des troupes et en arrêtant de nombreux manifestants, mettant un terme, après une quinzaine de jours, à la contestation.

Parallèlement, 665 personnes – politiciens, militants, universitaires, journalistes – furent « convoquées » par la junte, baptisée le Conseil national pour la paix et l'ordre (CNPO), pour que leur attitude soit « ajustée ». Parmi ces personnalités, 242 d'entre elles, furent détenues dans des camps militaires, la grande majorité pour une période de quelques jours, la loi martiale n'autorisant qu'une détention de sept jours au maximum. Plusieurs cas de longues détentions et 14 cas de « tortures mentales ou physiques » furent toutefois rapportés par Amnesty International<sup>9</sup>.

### **3. Les militaires à la tête du pays**

Dès après la prise de pouvoir, il est clairement apparu que la junte de 2014 instaurait un régime autocratique dur, bien différent de ceux installés après les putschs de février 1991 et de septembre 2006. Il faut remonter à la dictature du maréchal Sarit Thanarat, de 1957 à 1963, et au régime de Thanom Kittikachorn entre 1963 et 1973, pour retrouver une telle concentration des pouvoirs entre les mains des militaires<sup>10</sup>.

La mise en place du processus de « réforme » atteste de ce caractère absolu du pouvoir militaire. La Constitution provisoire promulguée le 22 juillet 2014 accorde dans son article 44 le pouvoir ultime à la junte, au-dessus de l'exécutif, du législatif et du système judiciaire. L'Assemblée législative nationale, entièrement nommée par la junte le 31 juillet

<sup>7</sup> « Charter suspended », *Bangkok Post*, 23 mai 2014, (<http://m.bangkokpost.com/topstories/411298>).

<sup>8</sup> « Statement to express disagreement to the coup d'État in Thailand », 22 mai 2014.

<sup>9</sup> Amnesty International, juin 2014, *Thailand : attitude adjustment. 100 days under martial law*, London, 68 p.

<sup>10</sup> Thitinan Pongsudhirak, « Learning from a long history of coups », *Bangkok Post*, 6 juin 2014.

pour tenir le rôle de législateur jusqu'à d'hypothétiques élections prévues à la fin 2015, est composée pour plus de la moitié de militaires d'active ou à la retraite. Celle-ci a choisi à l'unanimité, le 21 août, le général Prayuth comme Premier ministre du pays. Le gouvernement nommé le 31 août par Prayuth se lit comme un organigramme des forces armées : plus d'un tiers des membres sont des officiers d'active, y compris dans des ministères habituellement réservés aux technocrates sous les régimes militaires, comme ceux des Affaires étrangères, du Commerce ou de l'Éducation.

Quant au Conseil national de réforme, nommé par la junte le 7 octobre 2014 après un processus de présélection par des comités bureaucratiques, il est composé de 250 membres, issus en bonne partie de personnalités liées directement ou indirectement à l'establishment conservateur et au mouvement antigouvernemental<sup>11</sup>. Y figurent 31 officiers militaires à la retraite, neuf leaders du PDRC, dont son président Sombat Thamrongthanyawong, et onze membres du groupe des ex-sénateurs anti-Thaksin. En revanche, pas un seul dirigeant du mouvement des Chemises rouges ne figure parmi les membres du Conseil, ce qui semble démentir son caractère « inclusif », annoncé par la junte, et fragiliser les perspectives de « réconciliation » proclamée comme le principal objectif du régime militaire.

Dès le lancement des travaux du Conseil de réforme, début octobre 2014, les représentants militaires soumettent une série de propositions pour la future Constitution, dont la possibilité de faire choisir par l'Assemblée nationale un Premier ministre non élu et n'appartenant pas au monde politique<sup>12</sup>. C'est précisément l'adoption d'une telle disposition constitutionnelle lors du régime militaire de 1991-1992 qui avait provoqué les manifestations massives de mai 1992, lesquelles aboutirent au renversement, le 21 mai de la même année, du général Suchinda Kraprayoon, nommé Premier ministre par la majorité de l'Assemblée quelques semaines auparavant<sup>13</sup>.

#### **4. Une reprise de l'économie qui se fait attendre**

Les sept mois d'offensive politique du PDRC contre le gouvernement élu de Yingluck Shinawatra se sont donc soldés par une victoire politique : le coup d'État tant espéré a bien eu lieu. Mais cette victoire aura coûté cher à l'économie thaïlandaise. Le climat de peur et d'incertitude provoqué par les nombreuses manifestations violentes d'opposants attaquant le siège du gouvernement, le blocage des rues et des carrefours de Bangkok pendant trois mois, ont entraîné une chute de la consommation, en particulier des biens durables comme l'électroménager, les meubles et l'automobile, qui s'est faite durement ressentir dans les comptes des entreprises. Le tourisme a aussi fortement reculé – une chute de 19 % des arrivées à l'aéroport international de Suvarnabhumi pour la période de janvier à septembre 2014 comparée à la même période en 2013<sup>14</sup> – affectant directement les nombreuses activités qui en dépendent, comme l'hôtellerie et la restauration, mais aussi les

---

<sup>11</sup> « Reform council stacked with engineers of pre-coup protests », *Khaosod english online*, 7 octobre 2014 (<http://www.khaosodenglish.com/detail.php?newsid=1412682443&section=00>) et « NRC members set tone for reforms », *The Nation*, 7 octobre 2014.

<sup>12</sup> « Military outlines sweeping political reforms to NRC », *The Nation*, 9 octobre 2014.

<sup>13</sup> David Murray, 1996, *Angels or devils. Thai politics from February 1991 to September 1992 – a struggle for democracy?*, Bangkok, Orchid Press, 314 p.

<sup>14</sup> Selon les chiffres de la police de l'immigration.

transporteurs aériens tels que Thai Airways, dont de nombreux vols étaient à moitié vides du fait des annulations de séjours.

Plus grave encore, la paralysie progressive de l'appareil d'État, au fur et à mesure que les ministères étaient occupés, a bloqué la dépense publique, mais aussi les investissements privés.

Pour ce qui concerne le secteur privé, un des problèmes essentiels a concerné la suspension des investissements des firmes multinationales étrangères. Ces derniers sont autorisés par le Bureau des investissements (BOI), un organisme important chargé de négocier la localisation des investissements et les exemptions fiscales dont ils peuvent bénéficier. La direction du BOI devait être renouvelée en octobre 2013, mais la crise politique et la paralysie de l'administration publique a laissé le BOI sans dirigeants pendant plusieurs mois, avec pour résultat, l'arrêt provisoire de 400 projets d'investissement étrangers pour un montant de plus de 11,1 milliards d'euros<sup>15</sup>. Bon nombre de ces projets qui devaient s'associer à des investissements thaïlandais se sont finalement détournés vers d'autres pays d'Asie du Sud-Est. Pour mettre fin à cette situation, le chef de la junte devenu Premier ministre, Prayuth Chan-ocha, a pris les rênes du BOI pour accélérer l'approbation des projets et rétablir la confiance des investisseurs étrangers.

Pour ce qui concerne l'investissement public, le financement des « méga-projets » dans les infrastructures prévus dès 2013 par le gouvernement de Yingluck ont été de fait ajournés<sup>16</sup>. D'un montant initial de 47,8 milliards d'euros, ils sont non seulement cruciaux pour relancer la croissance, mais aussi pour maintenir la compétitivité de long terme de la Thaïlande dans le contexte du lancement de la Communauté économique de l'Asean en 2015 et des autres projets d'intégration régionale<sup>17</sup>. Ils avaient déjà été planifiés par Thaksin Shinawatra, frère de Yingluck et Premier ministre renversé par un coup d'État en 2006. Le gouvernement de Yingluck avait à nouveau tenté de les mettre en œuvre en créant un fonds spécial d'investissement, échappant au contrôle du Parlement et de l'administration fiscale afin de sanctuariser ces investissements de long terme et d'éviter leur remise en cause par de futures législatures. Cette tentative avait fait l'objet de critiques justifiées car elles violaient les prérogatives du Parlement et facilitaient la corruption. D'autres critiques concernaient le bien-fondé de la construction de lignes ferroviaires à grande vitesse et plus généralement la promotion du rail dans un pays où l'industrie automobile est un lobby puissant. Le moins que l'on puisse dire est que le coup d'État militaire ne résoudra pas ces problèmes de démocratie et de transparence. La junte a d'abord suspendu les « mégaprojets » afin de les réexaminer. Après une valse-hésitation, elle a finalement annoncé en juillet un nouveau plan d'investissement plus important que le précédent d'un montant de 2 400 milliards de baht (54,6 milliards d'euros) pour la période 2015-2022. Ce plan prévoit de développer les autoroutes, les voies fluviales, les aéroports, les voies ferroviaires à double sens, les trains électriques et deux lignes de train à grande vitesse pour relier la Thaïlande au Sud de la Chine. Finalement, seul le détail des projets d'investissement a été modifié, mais ce qui changera certainement sera la liste des entreprises privées qui bénéficieront des contrats à

---

<sup>15</sup> On utilisera comme taux de change de l'euro en baht la moyenne des trois premiers trimestres 2014 publié par la Banque de Thaïlande soit : 1 euro = 43,9 bahts.

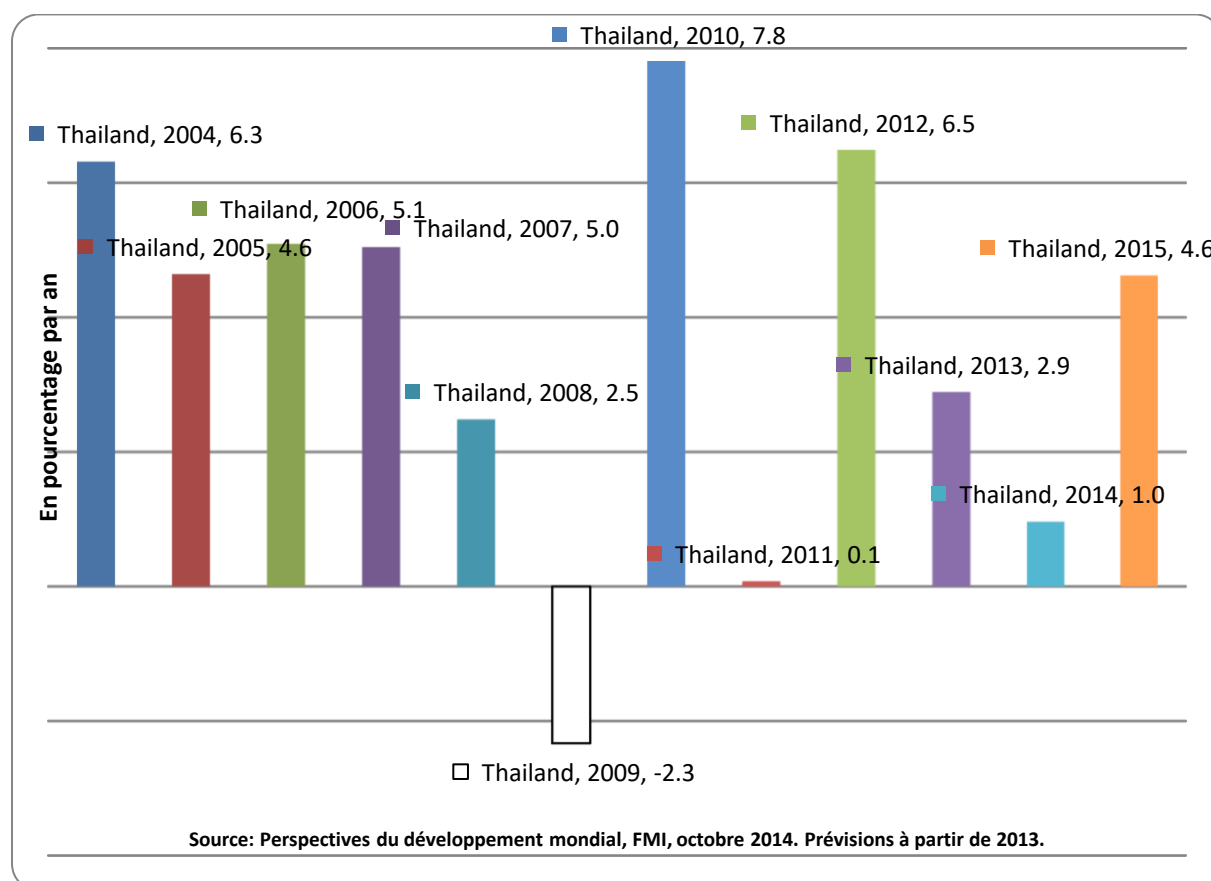
<sup>16</sup> Pour une présentation des « mégaprojets » d'investissement, voir Arnaud Dubus et Bruno Jetin, 2014, « Thaïlande, vers le point de rupture ? », in Jérémy Jammes et François Robinne (dir.), *L'Asie du Sud-Est 2014*, Paris-Bangkok, Irasec/Les Indes savantes-Irasec, p 330-331.

<sup>17</sup> Comme le Regional Comprehensive Economic Partnership (RCPE) ou le TransPacific Partnership (TPP).

venir. La décision des militaires d'endosser dans ses grandes lignes le projet du gouvernement Yingluck s'explique par la nécessité de relancer l'économie à court terme et de baliser l'avenir en envoyant un message clair aux entreprises privées nationales et étrangères qu'elles pourront profiter d'un flot d'appels d'offres pour les sept années à venir.

La relance de l'économie thaïlandaise devient urgente après la succession de chocs économiques et politiques qu'elle vient de subir : la crise économique internationale de 2008-2009, la crise politique de 2010 marquée par le massacre des « Chemises rouges », les inondations catastrophiques et les conséquences du raz-de-marée au Japon suivi de l'explosion de la centrale nucléaire de Fukushima en 2011, puis la crise politique de 2013-2014 avec en point d'orgue un nouveau coup d'État. On peut visualiser ces soubresauts à l'aide du graphique 1 qui retrace le taux de croissance de l'économie thaïlandaise depuis 2004.

**Graphique 1 : Taux de croissance du PIB de la Thaïlande, 2004-2015**



Après la récession de 2009 (- 2,3 %), la croissance nulle de 2011, le 1 % prévu par le FMI en 2014 fait pâle figure. Les 4 % de taux de croissance anticipés pour 2015 repris par le nouveau ministre des Finances de la Thaïlande, Pridiyathorn Devakula<sup>18</sup> ne doivent pas faire croire que la Thaïlande est sortie de l'ornière. Il s'agit en grande partie d'une illusion

<sup>18</sup> Pridiyathorn Devakula s'est spécialisé dans les coups d'État. Il avait déjà occupé cette fonction après celui qui avait renversé Thaksin Shinawatra en 2006.

statistique due au fait que l'année de comparaison qui précède (2014) a été mauvaise<sup>19</sup>. Malgré tout, les élites thaïlandaises ont l'habitude de se rassurer en parlant de « Thaïlande Teflon » pour souligner la capacité de la Thaïlande à résister à tous les chocs et à rebondir de plus belle. C'est d'ailleurs ce qui avait convaincu bon nombre d'entreprises privées thaïlandaises de financer la rébellion de Suthep ayant conduit au coup d'État. L'investissement de départ serait largement récupéré une fois le coup accompli et un nouveau gouvernement proche de ses intérêts en place. Cette fois-ci, le « retour sur investissement » semble plus difficile à matérialiser, car l'économie peine à repartir. La marmite en téflon a du mal à se réchauffer et la junte est obligée d'attiser le feu. Elle a multiplié les mesures visant à stimuler les dépenses publiques. Début octobre 2014, un plan de relance de 364,5 milliards de baht (8,3 milliards d'euros) a été adopté dans l'espoir d'atteindre 2 % de taux de croissance en 2014, alors que de nombreux signes indiquent qu'elle sera plus proche de 1 % suite à la récession de -0.1 % du premier semestre.

L'essentiel des mesures annoncées consiste à s'assurer que 3,3 milliards d'euros de dépenses publiques inscrites au budget 2014 soient réellement dépensées. À cela s'ajoutent 520 millions d'euros provenant d'un reliquat des exercices budgétaires 2012-2014 destinés à la rénovation des hôpitaux, et des écoles et aux projets d'irrigation, ainsi que 570 millions d'euros de reliquats supplémentaires accumulés depuis 2005. De plus, 2,9 milliards d'euros du budget de 2015 seront anticipés et dépensés en 2014 par l'ensemble des ministères. En dehors de ces mesures concernant l'exécution du budget, la junte a décidé d'un versement exceptionnel de 15 000 bahts (341 euros) à 3,4 millions de riziculteurs pour un montant de 911 millions d'euros. Ce qui l'année dernière aurait été dénoncé par le Parti démocrate et le PDRC comme du populisme typique de la famille Thaksin est devenu depuis le coup d'État une mesure cruciale pour relancer l'économie selon le Premier ministre adjoint, Pridiyathorn Devakula. On peut cependant douter de l'efficacité de lad'une telle mesure pour la relance. Beaucoup de riziculteurs sont dans une situation financière difficile et la majeure partie de l'aide reçue sera vraisemblablement utilisée pour payer les dettes passées et financer les prochaines récoltes. Cette mesure semble plutôt la première étape d'une vaste refonte de la politique sociale visant à en réduire le coût financier sous couvert de mieux cibler les plus pauvres et d'écarter ceux qui, étant moins pauvres, ne mériteraient pas d'être aidés. Tout le problème de la junte est de réaliser ces économies tout en se gagnant les faveurs des travailleurs pauvres ciblés dans l'espoir d'obtenir leur soutien le jour où de nouvelles élections seront organisées.

Ainsi, la junte prétend mettre en œuvre dès le 1er octobre une politique d'impôt négatif qui prendrait toute son ampleur en 2015. L'impôt négatif, une mesure chère à Milton Friedman et incorporée à la boîte à outils néolibérale, consiste à verser une aide de l'État à ceux qui gagnent moins que le seuil de pauvreté. Selon le projet des économistes de l'Office de la politique fiscale, les Thaïlandais âgés de 15 à 60 ans, occupant un emploi et gagnant moins de 30 000 baht par an (683 euros), soit 2 500 baht par mois (57 euros), soit le seuil officiel de pauvreté, pourraient recevoir une aide correspondant à 20 % de leur revenu. Pour ceux gagnant de 30 000 à 80 000 baht par an (de 683 à 1821 euros), l'aide serait de 12 % de leur revenu. Le tableau suivant illustre l'impact de l'impôt négatif sur le revenu des ménages concernés.

---

<sup>19</sup> C'est encore plus vrai pour les taux de croissance de 2010 et 2012.



Tableau 1 : Projet d'impôt négatif en Thaïlande

Revenu annuel avant impôt, en baht	Taux d'imposition négative	Montant de l'impôt négatif en baht	Revenu annuel après impôt en baht
10 000	20%	2 000	12 000
20 000	20%	4 000	24 000
30 000	20%	6 000	36 000
40 000	12%	4 800	44 800
50 000	12%	3 600	53 600
60 000	12%	2 400	62 400
70 000	12%	1 200	71 200
80 000	0%	0	80 000

Source : Bangkok Post 25 août 2014 d'après l'Office de la politique fiscale

En 2012, environ 4,9 millions de personnes gagnaient un revenu inférieur au seuil de pauvreté (30 000) soit 7,4 % de la population et 13,6 millions entre 30 000 et 80 000 bahts par an (20 %). Au total ce sont donc environ un quart de la population qui bénéficierait de la mesure. En apparence, celle-ci semble généreuse. En fait, si l'on regarde de plus près les chiffres du tableau ci-dessus, les très pauvres gagnant 10 000 bahts par an recevraient moins en montant absolu que ceux un peu moins pauvres (30 000 bahts) alors que l'inverse serait souhaitable. De plus, les montants sont modestes. Les pauvres recevraient entre 2000 et 6000 bahts par an, c'est-à-dire entre 167 bahts (4 euros) et 500 bahts (11 euros). Concrètement, 167 bahts par mois c'est environ 6 plats de riz frit supplémentaires, même pas deux de plus par semaine. Au final, il s'agit bien de faire des économies dans la politique sociale sous couvert de cibler les pauvres. L'impôt négatif coûterait 56 milliards de baht (1,27 milliards d'euros) aux finances publiques. Par comparaison, la politique de soutien au prix du riz du gouvernement Yingluck avait coûté 700 milliards de bath (16 milliards d'euros). Cette politique était certes onéreuse et mal conçue. Mais on voit bien que l'on n'est pas du tout dans les mêmes ordres de grandeur et qu'il s'agit bien de réduire les dépenses sociales comme le réclamaient de nombreux partisans du coup d'État.

Il est vrai que le gouvernement est à la recherche de nouvelles ressources financières pour financer sa politique de relance. À l'heure actuelle, les riches Thaïlandais ne payent pas beaucoup d'impôts, et si la pauvreté absolue a reculé<sup>20</sup>, les inégalités de revenus

<sup>20</sup> Selon le critère de la pauvreté absolue de la Banque mondiale, le pourcentage de thaïlandais gagnant moins de 1,25 \$ de parité de pouvoir d'achat était de 0,4 % en 2010. Mais selon le seuil de pauvreté national fixé à

et de patrimoine sont restées très élevées, ce qui est l'une des sources de l'instabilité politique en Thaïlande. Selon les statistiques du Bureau du développement national économique et social<sup>21</sup>, en 2010, les 20 % des Thaïlandais les plus riches gagnaient 11 fois plus que les 20 % les plus pauvres. En 2011, le coefficient de Gini des inégalités de revenus<sup>22</sup> était de 0,48, ce qui fait de la Thaïlande l'un des pays les plus inégalitaires de l'Asie du sud-est. Une étude du professeur Duangmanee Laovakul de l'Université Thammasat montre que les 10 % des propriétaires fonciers les plus riches possédaient 60% des terres<sup>23</sup>. Selon l'OCDE, 20 % des Thaïlandais, soit 14 millions d'individus possèdent 70 % de la totalité du patrimoine de la Thaïlande. Lors d'un discours le 12 septembre 2014 à « l'Assemblée nationale législative » désignée par la dictature, le chef de la junte a annoncé l'introduction de nouveaux impôts visant à réduire les inégalités de revenus et à augmenter les recettes fiscales de l'État. Un impôt de 10 % sur le patrimoine incluant la propriété foncière, l'immobilier, les actifs financiers, et un impôt sur l'héritage, a été annoncé pour tous les individus dont le patrimoine dépasse 50 millions de baht (1,14 million d'euros). Devant l'émoi provoqué par cette annonce chez les contribuables potentiels, le ministère des finances a tenté de rassurer en précisant que l'impôt de 10 % était un plafond, mais que le niveau effectif de l'impôt serait probablement plus faible. À titre de comparaison, au Japon, le taux de l'impôt sur le patrimoine varie entre 10 % et 50 % et s'applique à partir d'un patrimoine de 15 millions de baht (342 000 euros)<sup>24</sup>. Le projet en Thaïlande n'est donc pas très sévère. Ce premier recul montre qu'il faudra attendre l'adoption définitive de la loi pour savoir si les revenus du capital vont enfin être imposés à un niveau significatif et voir si la volonté affichée par la junte de corriger les inégalités se transforme en réalité. Il est permis d'en douter. Comme le remarque Pavidan Pananond, professeur associé à l'école de commerce de l'Université Thammasat, « ... est-ce que les généraux vont mettre en œuvre des politiques allant contre leurs intérêts ?<sup>25</sup> » Et par intérêt, on désigne bien leur intérêt personnel. Lorsque les 28 membres du Parlement désigné par les militaires ont dû rendre public leur patrimoine<sup>26</sup>, trois d'entre eux ayant le rang de général possédaient des actifs d'un montant supérieur à 30 millions de US \$<sup>27</sup>.

---

30 000 baht par an par le NESDB, 12,6 % de la population, soit 8,4 millions de thaïlandais étaient pauvres, contre respectivement 35,4 % et 20 millions 10 ans auparavant.

<sup>21</sup> Organisme public connu sous son acronyme anglais, NESDB.

<sup>22</sup> Le coefficient de Gini prend la valeur 1 lorsque l'inégalité est absolue et 0 quand l'égalité est parfaite. À noter que les « indicateurs du développement mondial » de la Banque mondiale publient un indicateur de Gini basé sur les dépenses beaucoup plus faible, 0,39 en 2010 contre 0,43 en 1996. Cet indicateur est trompeur, car il fait croire à une baisse des inégalités en Thaïlande. Plusieurs travaux basés sur les revenus montrent qu'il n'en est rien. Non seulement le coefficient de Gini est beaucoup plus élevé, mais lorsque l'on prend en compte les différences de prix à la consommation entre la ville et la campagne, on s'aperçoit qu'il était en 2011 de 0,463 contre 0,468 en 1996. Autrement dit, les inégalités de revenus n'ont pas reculé en Thaïlande. Sur ce point, voir par exemple Kitipong Rueanhip K., 2012, « The Urban-Rural Income Inequality in Thailand », *The Economic Science*, vol.60, n° 2, p 25-43.

<sup>23</sup> Cité par Takahashi T., 2014, « Thai junta eyeing redistributive tax reform », *Nikkei Asian Review*, September 10.

<sup>24</sup> Source: « Inheritance tax: bid to ease jitters », *Bangkok Post*, 25 September 2014.

<sup>25</sup> Cité dans Michael Peel, « Thai leaders risk policy backlash among country's elite », *Financial Times*, 15 octobre 2014.

<sup>26</sup> L'un des motifs officiels du coup d'État étant la lutte contre la corruption, les membres de la vénérable assemblée ont dû céder à la pression et rendre public leur patrimoine. Beaucoup d'entre eux, anciens sénateurs, possèdent des fortunes considérables.

<sup>27</sup> Source, Michael Peel, op. cit.

Dans l'immédiat, la junte va se heurter à une dure réalité dans sa volonté de réactiver la croissance. Un grand nombre de ménages thaïlandais sont très endettés et n'ont pas les moyens de consommer plus. Leur consommation est atone. Comme l'économie mondiale n'est pas très porteuse à cause de l'enlisement de l'Europe dans la crise, le ralentissement de la croissance en Chine, et une reprise incertaine aux États-Unis, la possibilité pour la Thaïlande d'accroître ses exportations en 2014 et en 2015 pour relancer la croissance est peu crédible. Dans ces conditions, augmenter la dépense publique comme le veut la junte est nécessaire, mais ne sera sans doute pas suffisant. Les militaires sont en train de faire l'expérience que s'ils peuvent donner des ordres, l'économie de marché n'est pas toujours obéissante.

Par ailleurs, l'inexpérience en matière économique des officiers militaires qui dirigent désormais le royaume, avec un pouvoir absolu et sans devoir rendre des comptes à qui que ce soit, laisse craindre que le redressement de l'économie thaïlandaise soit entravé par une volonté excessive de micro-management.

## 5. Les faiblesses intrinsèques du pouvoir militaire

L'une des spécificités du régime militaire de 2014 est de ne pas s'être appuyé sur la technocratie pour pallier son déficit de compétences et renforcer sa légitimité. Par le passé, chaque junte avait noué une alliance tacite avec les technocrates, considérés à la fois comme honnêtes et détenteurs d'une expertise, pour leur laisser la gestion de certains domaines, notamment les finances, l'économie, le commerce, la diplomatie et l'éducation. Sous les régimes de Sarit Thanarat et de Thanom Kittikachorn par exemple, ces experts ont organisé le décollage de l'économie thaïlandaise grâce à l'aide massive des États-Unis. Même la junte de 1991, composée de généraux ambitieux et désireux de pérenniser leur pouvoir, avait choisi pour Premier ministre un diplomate respecté, Anand Panyarachun. L'alliance avec la technocratie permettait, tant vis-à-vis de la communauté internationale que de l'opinion intérieure, de « diluer » l'image autocratique des régimes militaires<sup>28</sup>.

Le choix fait par le général Prayuth Chan-ocha de se reposer sur un cercle restreint d'officiers fidèles témoigne sans doute de la volonté des membres du CNPO de garder un contrôle étroit de la réorientation politique et économique du pays et de mener à terme ses objectifs : l'éradication de l'influence de la famille Shinawatra en politique et la mise en place d'une sorte de « démocratie guidée », supervisée par les militaires, et au sein de laquelle les juges et les membres nommés des agences dites indépendantes contrebalanceraient le pouvoir des politiciens élus.

Sans se risquer à des prédictions forcément aléatoires, il convient de constater la volonté anachronique de la junte d'en revenir à une sorte de « passé doré » où régnait unité, ordre et harmonie sous le regard bienveillant du roi Bhumibol Adulyadej. Les militaires semblent juger que cet ordre imaginé a été rompu par les « politiciens corrompus et populistes », au tout premier rang desquels figure Thaksin Shinawatra. Tout indique que le général Prayuth et ses lieutenants veulent faire revenir le royaume trente ans en arrière, à l'époque où le pays était dirigé par des « hommes vertueux », comme par exemple le Premier ministre Prem Tinsulanonda (qui a gouverné de 1980 à 1988) dans le cadre d'un système où des élections se tenaient régulièrement, mais n'étaient pas déterminantes pour

---

<sup>28</sup> Thitinan Pongsudhirak, « Generals risk hard landing without policy experts », *Bangkok Post*, 19 September 2014.

le choix des dirigeants du pays. Cette apparente volonté de retour à une « démocratie à demi-cuite », comme la Thaïlande était qualifiée à l'époque, ignore la profonde évolution sociale et politique que le royaume a connu ces dernières décennies et risque fort de se heurter à la réalité de la Thaïlande de 2014, une société complexe, globalisée et à forte mobilité sociale.